

Congrès de la Fédération des Services publics
25 novembre 2015 à Poitiers

Intervention de Philippe MARTINEZ

Chers camarades,

Merci encore pour cette invitation à votre congrès mais également pour cet accueil chaleureux d'hier soir.

Votre congrès se tient évidemment dans un contexte très particulier. Nous venons de vivre ce que l'on pourrait appeler un séisme qui risque de durer. Les attentats terroristes et criminels survenus vendredi 13 novembre dernier ont profondément meurtri notre pays, ses citoyens mais également au-delà de nos frontières. Des attentats faut-il le rappeler qui frappent régulièrement des populations ailleurs dans le monde, je pense à ce qui s'est passé dernièrement à Beyrouth ou hier en Tunisie et qui devrait susciter autant de réactions. Cette fois, ça s'est passé chez nous en plein cœur de Paris.

L'émotion, la douleur et le chagrin sont immenses devant l'ampleur du nombre de victimes, de blessés, sur la forme de ces attentats qui ont visé des citoyens, pour la plupart des jeunes, dans leur vie quotidienne parce qu'ils avaient, pour les uns, décidé de se retrouver autour d'un verre ou d'une table en cette fin de semaine ; pour les autres, d'assister un match de football ; enfin, pour les plus nombreux qui sont tombés, d'aller à un concert, d'être présents dans un lieu de culture, tout un symbole d'une volonté d'ouverture d'esprit.

Je veux saluer une nouvelle fois, la mémoire de tous les disparus, des blessés dont certains sont dans un état très critique. Saluer également la mémoire de nos camarades de la CGT et de leurs proches qui font partie de ces disparus dont Patricia San Martin, Secrétaire générale des territoriaux de Sevrans.

Après ces événements dramatiques, il peut sembler difficile de considérer que la vie continue, que notre activité syndicale continue.

Oui, elle doit continuer, avec pudeur certes mais avec la détermination qui fonde nos valeurs, celles que nous avons rappelées dès samedi dans notre communiqué puis mercredi dans une déclaration du Comité confédéral national. Nous avons souhaité pouvoir traduire cela également de façon unitaire. Cela s'est réalisé, non sans difficultés, par une déclaration avec six autres organisations syndicales samedi soir. Cette démarche unitaire doit pouvoir trouver des prolongements à l'échelle européenne et mondiale. Une réflexion est en cours pour la construction d'une initiative commune à l'échelle de l'Europe. Derrière ces atrocités, des discours trop

souvent entendus reviennent à grand pas. Des discours qui, au nom de l'unité nationale, portent une volonté belliqueuse et de guerre.

C'est la loi du talion si chère à certains, de BUSCH, père et fils, à SARKOZY, en passant par POUTINE, de l'Irak à la Lybie ou à l'Ukraine. Des discours et des actes repris par François HOLLANDE depuis son élection, que ce soit en Afrique ou au Moyen-Orient. Des guerres, à chaque fois sous prétexte d'éradiquer le terrorisme et dont on mesure les effets aujourd'hui. Des bombardements, qui jettent des milliers de personnes sur le chemin de l'exil avec, là-aussi, les drames que nous connaissons et qui se retrouvent après les attentats, montrés du doigt par certains comme responsables de ce qui s'est passé à Paris.

N'est-ce pas l'occasion pour nous de réaffirmer nos valeurs de paix et de fraternité dans cette situation internationale.

N'est-ce pas l'occasion que la CGT soit plus visible, plus audible sur ce sujet ?

Dans son discours devant le congrès, le Président a manié habilement les contradictions, sans pour autant évoquer quelques questions qui fâchent.

Qui finance DAESCH, quels états dont certains sont connus pour être de bons clients de la France, notamment en matière d'armements, quels sont les circuits financiers ? Qui trafique avec le pétrole, les réseaux d'armes ?

Il évoque le besoin de sécurité des populations pour prolonger et renforcer l'état d'urgence avec les menaces de restreindre les libertés individuelles et collectives, toutes formes d'expression de la démocratie sociale, de la démocratie citoyenne. Remettre en cause les libertés démocratiques, les libertés syndicales, n'est-ce pas donner raison aux fondamentalistes ?

Oui, nous sommes favorables à un renforcement de la sécurité des citoyens mais il ne faut pas confondre renforcement de la sécurité, des moyens et effectifs de police supplémentaires et une loi sécuritaire. Je précise par ailleurs qu'en rendant hommage aux personnels de santé, aux fonctionnaires en général, j'allais dire, il était temps, il aurait pu annoncer dans ces secteurs aussi les créations d'emplois nécessaires à un bon fonctionnement des services et une amélioration des conditions de travail.

Les discours qui portent la haine de l'autre, de celui qui vient d'ailleurs, nous les entendons depuis longtemps. Le Front national, la droite ont amplifié ce discours. La réception honteuse de LE PEN à l'Élysée lui a de nouveau offert une tribune quasi officielle pour répandre son discours raciste.

Permettez-moi au passage de saluer l'engagement et le combat de nos camarades dans les mairies gérées par le Front national, comme j'ai pu le vérifier à Hayange.

SARKOZY et autres VAUQUIER lui emboitent le pas. Là aussi, le discours de HOLLANDE

est plein d'ambiguïtés.

Car tout en évoquant les valeurs de la République, il annonce la fermeture des frontières, symbolisant ainsi le fait que l'ennemi viendrait de l'extérieur. Cette bataille contre le racisme est dans nos gènes. Il ne faut pas baisser la garde.

Et la place des questions sociales ? Elles ne sont bien sûr pas évoquées. D'ailleurs, vous l'avez peut-être noté, HOLLANDE a précisé que « le pacte sécuritaire pouvait l'emporter sur le pacte de stabilité européen ». Nous sommes heureux d'entendre que ce dogme si cher à la Commission européenne n'est pas une règle absolue et inviolable. Dommage que cette consigne ne s'applique quand il est question des budgets de la protection sociale, de la santé, tout simplement pour le progrès social.

Parce que nous considérons que la crise économique et sociale sans précédent que nous connaissons, est un des terreaux de la désespérance qui frappe notamment les plus jeunes, de l'idéologie ou la religion fanatique, notre responsabilité est grande.

Dans une France où forces politiques, syndicales, économiques et médiatiques parlent quasi toutes d'une seule voix, nos positions dénotent. Nous sommes, une fois de plus, à contre-courant et montrés du doigt. Plusieurs articles de journaux, je pense au Figaro ou à L'opinion, vont même très loin en nous accusant de faire le jeu des terroristes, voire même de les soutenir financièrement. Cela ne nécessite pas forcément un droit de réponse ou un communiqué de presse mais quelques éléments de connaissance à diffuser largement.

Dans les entreprises, les militants CGT sont en première ligne pour faire respecter la laïcité et combattre des comportements radicaux. Cela se fait souvent en opposition avec les directions qui préfèrent fermer les yeux ou nous accuser d'en rajouter. C'est vrai à la RATP. C'est aussi le cas chez Air France où quelques syndiqués ont été exclus de la CGT après de nombreux débats internes. Cela nous a coûté, pour une part, un recul aux dernières élections professionnelles et notre première place. Ce sujet du recul de la CGT est souvent évoqué par ces mêmes médias sans y inclure cette question. Manque d'informations ou, là aussi, commentaires partisans ?

Ils nous reprochent également de sortir de notre rôle de syndicats lorsque nous dénonçons les interventions militaires de notre pays, en Syrie notamment. Nous serions quasiment des traîtres à la Nation en ne rentrant pas dans le moule de l'unité nationale.

Je l'ai dit, la CGT a toujours pris position au sujet de conflits sur la planète. Comment ne pas évoquer notre engagement contre la guerre d'Indochine, celle du Vietnam ou d'Algérie ?

Nous avons manifesté contre la guerre en Irak de BUSCH fils qui avait déjà pour but d'éradiquer le terrorisme suite aux attentats de New York. Il est bon de rappeler la

position du gouvernement français de l'époque présidé par un certain CHIRAC et relayé à l'ONU par un certain DE VILLEPIN.

Devant une telle pression médiatique, des doutes peuvent s'installer, des interrogations voir le jour. Près de trois-quart des français sont favorables à l'état d'urgence comme une réponse aux besoins de sécurité. Ce sentiment collectif est moins évident lorsqu'on détaille les mesures et dangers sur le quotidien de chacun.

Les principales mesures adoptées dans le cadre d'une loi que l'on peut qualifier d'exception sont notamment perquisition à toute heure et en tout lieu, assignation à résidence, interdiction de réunion « de nature à provoquer ou entretenir le désordre », interdiction de manifester sur ordre du ministre ou des préfets, dissolution d'associations ou de groupement, etc.

L'ensemble des sanctions et peines qui en résultent ont été alourdies.

Nous avons rencontré le Premier Ministre la semaine dernière qui nous a parlé d'unité nationale. Nous avons dit chiche, mais à notre demande de suspendre ou de geler toutes les mesures ou décisions antisociales du gouvernement ou du MEDEF, nous n'avons eu comme seules réponses que des sourires de sa part !

Les mobilisations restent donc toujours à l'ordre du jour avec comme premier rendez-vous interprofessionnel le 2 décembre prochain dans tout le pays. Nous sommes toujours en phase avec nos camarades d'Air France qui, évidemment, maintiennent le mot d'ordre de mobilisation malgré d'énormes pressions de la direction et des pouvoirs publics. Ce n'est pas sans effet sur les pilotes par exemple mais l'unité syndicale tient toujours. Le tribunal pourrait annoncer le report de l'audience au mois de mai mais les licenciements et les sanctions sont maintenues. Nos camarades de l'énergie étaient en grève hier et très massivement.

Oui, les mobilisations restent car les revendications qui étaient posées avant le 13 novembre demeurent après ces tragiques attentats.

Dans votre champ professionnel, les revendications et les mobilisations ne manquent pas non plus. Plusieurs actions ont eu lieu ou vont se dérouler que ce soit à Paris, Metz, Orthez, Lille, Tournefeuille ou Villejuif. Impossible de toutes les citer. L'emploi, les salaires, les conditions et le temps de travail, le statut sont à l'ordre du jour de ces actions.

Nous l'avons dit, nous devons contester les politiques gouvernementales et l'ensemble des lois ou accords qui les accompagnent. La CGT le fait sans ambiguïtés. Je pense à la loi MACRON, la loi REBSAMEN, la réforme du Code du travail qu'ils sont en train de concocter ou l'accord AGIRC/ARCO par exemple. Que dire de la réforme territoriale et ses conséquences sur les emplois des services publics mais également sur le quotidien des citoyens, l'égalité des droits dans la République.

Vous avez organisé un vaste débat et une consultation sur le PPCR. Cette consultation a permis aux salariés d'exprimer leur avis, ils ont été convaincus par nos arguments.

La CGT n'a pas signé mais cet accord minoritaire a été validé par le gouvernement. La démocratie sociale, ils aiment en parler pas l'appliquer. Il faut dire que ce gouvernement est habitué au 49.3.

Mais contester seulement, dire que ça ne va pas, n'est pas suffisant. Comment travaillons-nous des perspectives avec les salariés ?

La CGT doit être force de propositions même si là aussi, elle est à contre-courant des idées libérales.

La question des salaires doit être au cœur de nos revendications. Le salaire, ça n'a rien à voir avec le mérite. D'ailleurs, est-ce que c'est au nom du mérite que les femmes sont moins bien payées que les hommes ? Le mérite dans le privé, c'est ne pas faire grève, ne pas être malade.

Notre salaire, le paiement de notre force de travail et de nos qualifications sont au cœur de l'affrontement capital / travail. A leur soi-disant « coût du travail », nous devons opposer le coût du capital. J'ai pu constater au cours de mes déplacements que cette question n'est pas toujours évidente à prendre en compte pour les fonctionnaires. Pourtant, ce qui alimente les dividendes versés aux actionnaires, c'est bien le fruit du travail de tous. C'est bien également de l'argent public, que ce soit sous forme d'exonérations de cotisations, d'aides diverses et variées qui représentent au total plus de 200 milliards d'euros. Et le MEDEF en veut toujours plus. Je sais que cette question des salaires est au cœur de vos combats à venir. Il est scandaleux que la valeur du point d'indice soit bloquée depuis plus de 5 ans. Des luttes sont indispensables sur le sujet dans le public comme dans le privé. Il y a besoin de convergence de luttes mais pour cela, il faut des luttes dans les entreprises, dans les professions.

Nous faisons la proposition de réduire le temps de travail avec une référence hebdomadaire à 32 heures. Que n'avons-nous entendu sur le sujet de la part de nos adversaires ? Une CGT d'un autre temps, en dehors des réalités. Un expert du social, vous connaissez Pierre GATTAZ, m'a même proposé de m'emmener en Chine pour découvrir la vraie vie, le vrai monde. La Chine, le modèle du MEDEF pour son respect des libertés syndicales, le niveau des salaires sans doute. Remarquez, pour le PDG d'Air France, c'est le QATAR ou l'Arabie Saoudite, le pays où le personnel navigant féminin doit demander la permission au patron pour se marier ou avoir des enfants. Et ils se disent moderne. C'est plutôt le retour au moyen âge. La modernité, c'est nous qui l'incarbons, car travailler moins, c'est travailler tous et dans de meilleures conditions. La réduction du temps de travail a jalonné l'histoire sociale de notre avec la journée de 8 heures, la semaine de 40 puis de 35 heures, les congés payés et la retraite à 60 ans. Aujourd'hui, parler de la qualité de vie au travail tout en pensant à prendre du temps hors travail, c'est important. Notre proposition doit se construire avec les salariés à partir de leurs aspirations et leur vécu. Réclamer le droit à la déconnexion comme nous le proposons avec notre UGICT, fait partie de cette démarche. Alors oui, les 32 heures, c'est moderne.

Contester et proposer, c'est notre démarche et elle doit être équilibrée.

Je voudrais enfin vous dire que les attaques contre les fonctionnaires, contre leur statut deviennent insupportables. Après la droite et l'extrême droite, le gouvernement envoie son porte-drapeau MACRON, chaque semaine, fustiger ici le nombre de fonctionnaires, là-bas leur statut et quand il va aux Universités du MEDEF, il nous fait la totale : nombre, statut, rémunérations au mérite, on voit qu'il est à l'aise avec le MEDEF, il se lâche.

Avec les autres fédérations de fonctionnaires et en lien avec la confédération, nous devons travailler, vous devez travailler sur l'enjeu d'un service public de qualité au 21^{ème} Siècle qui soit au service de tous les usagers. Un projet CGT pour planter notre décor sur le rôle et les missions que nous portons. IL ne s'agit pas seulement de ré internaliser tout ce qui est parti. Votre expérience de terrain, celle des agents doivent nous le permettre. C'est un vrai défi qui nous est posé, alors mettons-nous rapidement au boulot et engageons le débat avec les usagers, les citoyens. La meilleure défense, c'est l'attaque ont coutume de dire les sportifs. Eh bien, soyons offensifs camarades !

Exigeons que l'argent public aille en priorité au service des citoyens de la collectivité. Je l'ai dit, c'est le sens de notre campagne sur le coût du capital

Au cœur de notre démarche s'inscrit la proximité et le lien aux salariés. Encore trop souvent et parfois involontairement, nous sommes aspirés par le poids de l'institution.

Nous passons plus de temps avec nos directions qu'avec nos collègues. Une camarade me disait hier soir, attention de ne pas faire la politique de la chaise vide, en faisant référence à notre absence de la conférence sociale. Nous ne pratiquons pas la politique de la chaise vide, nous sommes dans tous les lieux où l'on parle de la vie des salariés, des retraités. Mais nous refusons de la faire sans leur intervention, sans qu'ils puissent y donner leur avis. C'est notre conception du syndicalisme. Un syndicalisme ancré dans les réalités du monde du travail, pas un syndicalisme d'expert côtoyant d'autres experts pour décider sans leur demander leur avis de ce qui est bon ou non pour les salariés. Un syndicalisme de classe et de masse car, du nombre de syndiqués que nous avons dépend une CGT représentative du monde du travail dans toutes ses diversités et une vraie démocratie sociale.

L'ensemble de ces questions et bien d'autres, sont au cœur de votre congrès. Elles seront au cœur des débats du 51^{ème} congrès.

Voilà les quelques mots de réflexion que je voulais livrer au congrès après ceux de ce matin. Je ne voudrais pas vous lasser.

Alors vive votre 11^{ème} congrès, vive la CGT et que la lutte continue. ■